

RCS : AIX EN PROVENCE

Code greffe : 1301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AIX EN PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00955

Numéro SIREN : 839 034 014

Nom ou dénomination : 2CM IMMO

Ce dépôt a été enregistré le 24/04/2018 sous le numéro de dépôt 10235



**CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS  
SOCIETES EN FORMATION**

Je, soussigné, Martin Armand  
agissant en qualité directeur adjoint  
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à  
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de  
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 3.000,00 euros  
( trois milles €) (*Lettres et chiffres*)  
par chèque(s) / virement (s) (\*) émis par  
Madame lozzia Marguerite

Né(e) le 02/03/65 à marseille  
et demeurant  
villa vert bois 138 chemin du val de ricard  
13820 ensues la redonne

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) 2 CM' immo  
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :  
16 quai general leclerc  
13500 Martigues

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société 2 CM' immo en formation /  
~~souscriptions du capital~~ ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire  
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de  
commerce ( SARL, EURL)] (\*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait  
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Martigues  
Le 23/04/18

**LCL Martigues Jonquières**  
Agence 2841  
3 Esplanade des Belges  
13500 MARTIGUES  
Tél. : 0 820 823 841

(\*) rayer les mentions inutiles



**CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS  
SOCIETES EN FORMATION**

Je, soussigné, Martin Armand  
agissant en qualité directeur adjoint  
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à  
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de  
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 2.000,00 euros  
( deux milles €) (*Lettres et chiffres*)  
par chèque(s) / virement(s) (\*) émis par

Madame AUPETIT née Bannino Christelle

Né(e) le 30/07/86 à martigues  
et demeurant

bat E les horizons de la mer avenue du gpe manouchian  
13110 Port de bouc

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) 2CM'immo  
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

16 quai general leclerc  
13500 Martigues

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société 2CM'immo en formation /  
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire  
conformément à [l' article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de  
commerce ( SARL, EURL)] (\*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait  
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Martigues  
Le 23/04/18

**LCL Martigues Jonquières**  
Agence 2841  
3 Esplanade des Belges  
13500 MARTIGUES  
Tél. : 0 820 823 841

(\*) rayer les mentions inutiles

Aix en Provence, le 12 avril 2018

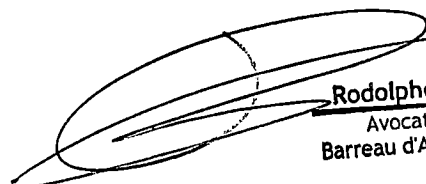
**Liste des soucripteurs au capital social de la SAS 2CM'Immo:**

Je soussigné Me Rodolphe PREZIOSO, avocat, mandaté par Mme Marguerite IOZZIA, Président de la SAS 2CM'Immo, SAS en cours de formation, au RCS d'AIX EN PROVENCE, dont le siège est sis 16 quai du Général Leclerc, 13500 MARTIGUES, atteste de la liste de souscripteurs suivante :

Le capital social a été divisé en 500 actions de 10 euros chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 500, et attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- **Madame IOZZIA Marguerite**  
née le 2 mars 1965 à MARSEILLE (13010)  
demeurant à ENSUES LA REDONNE (13820), 138 Chemin Val de Ricard,  
de nationalité française, célibataire.  
**Mme Marguerite IOZZIA** a versé une somme en numéraire de trois mille euros, ci-inscrite en chiffre : 3000.00 euros.  
**Mme Marguerite IOZZIA**, s'est vue attribué 300 actions, numérotées de 1 à 300, en rémunération de ses apports, ci-inscrit en lettres : trois cent actions.
  
- **Madame BANNINO Christelle**  
née le 30 juillet 1986 à MARTIGUES (13500)  
demeurant à PORT DE BOUC (13110), résidence les Horizons de la Mer, Bât. E,  
de nationalité française.  
**Mme Christelle BANNINO** a versé une somme en numéraire de deux mille euros, ci-inscrite en chiffre : 2000.00 euros.  
**Mme Christelle BANNINO**, s'est vue attribué 200 actions, numérotées de 301 à 500, en rémunération de ses apports, ci-inscrit en lettres : deux cent actions ;

Les associées précitées ont déclaré que ces actions sont réparties entre elles dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

  
**Rodolphe PREZIOSO**  
Avocat à la Cour  
Barreau d'Aix en Provence



GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE  
AIX EN PROVENCE

23/04/2018

38 Cours Mirabeau - CS 70791  
13625 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1  
TEL SERVICE RCS 04 42 37 76 09

ME PREZIOSO RODOLPHE  
Vieille route de la Gavotte  
Résidence le Clos Idéal  
13170 Les Pennes Mirabeau

*Dossier suivi par Elisabeth MATHONNET  
Tel : 04 42 37 76 11 (9h00 à 11h00 - 14h00 à 16h00)  
Fax : 04 42 37 76 07  
Adresse mail : em@greffe-tc-aixenprovence.fr*

Aix, le 23/04/2018

## ***Réclamation de renseignements ou pièces manquants***

*(article R. 123-97 alinéa 2 du Code de commerce)*

**Références du dossier : Numéro d'arrivée : 5905**

**Vos références :**

**Entreprise concernée :** 2CM'IMMO (n° Siren 839 034 014 / n° de gestion )

**Formalité(s) concernée(s) :** INSCRIPTION PRINCIPALE DE SOCIETE COMMERCIALE SUR CREATION

**Numéro de liasse CFE :** C13108077872

**PROVISION :** RCS/201804/129

Madame, Monsieur,

Le dossier reçu au Greffe le 20/04/2018 est incomplet et ne peut être traité.

Veuillez nous faire parvenir les renseignements ou pièces manquants suivants, accompagnés du présent courrier :

- LES STATUTS MENTIONNE UN CAPITAL A 5000 EUROS MAIS NOUS AVONS 2 CERTICATS DE VERSEMENT DE FONDS ETABLIS PAR LCL 1/ VERSEMENT DE 5000 EUROS DE MME AUPETIT CHRISTELLE 2/ VERSEMENT DE 5000 EUROS DE MME IOZZIA MARGUERITE. REFAIRE FAIRE EVENTUELLEMENT UN BON CERTIFICAT DE DEPOT DE FONDS!!!  
- EN RETOUR LES DOCUMENTS RELATIFS AU BENEFICIAIRE EFFECTIF QUI DOIVENT ETRE SIGNES PAR LE REPRESENTANT LEGAL UNIQUEMENT

A défaut de régularisation dans les 15 jours de la présente réclamation, nous serons dans l'obligation de prendre une décision de refus d'inscription. Le dossier vous sera alors, en l'état, intégralement renvoyé.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/o  
Le Greffier,



## « 2CM'Immo »

Société par actions simplifiée  
au capital de 5 000.00 euros

Siège social sis : 16 quai du Général LECLERC, MARTIGUES (13500)

### STATUTS

Entre les soussignées:

#### Madame IOZZIA Marguerite

née le 2 mars 1965 à MARSEILLE (13010)  
demeurant à ENSUES LA REDONNE (13820), 138 Chemin Val de Ricard,  
de nationalité française, célibataire.

#### Madame BANNINO Christelle

née le 30 juillet 1986 à MARTIGUES (13500)  
demeurant à PORT DE BOUC (13110), résidence les Horizons de la Mer, Bât. E,  
de nationalité française,  
Mariée sous le régime de la communauté légale, avec Monsieur Didier AUPETIT, par  
acte de mariage célébré le 19 juillet 2014, devant l'officier d'état civil de PORT DE  
BOUC (13110).

Les soussignées ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions  
simplifiée qu'elles sont convenues de constituer entre elles.

### TITRE I FORME JURIDIQUE - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

#### Article 1 - Forme

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales  
applicables et par les présents statuts.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne.

#### Article 2 - Objet

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- La location immobilière, de biens d'habitations, de terrain nus, de garages,  
d'entrepôts, locaux professionnels et commerciaux de tout type ;
- La gestion de tout bien immobilier mis en location ;
- Le courtage, la négociation et transaction de bien immobilier de tout type ;
- L'activité de syndic de copropriété ;

CB

- Et de manière générale, toute activité d'agence immobilière ;
- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ;
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

### **Article 3 - Dénomination sociale**

La dénomination sociale de la société est : « **2CM'Immo** »

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

Après vérification auprès de l'INPI, il est acquis que la dénomination choisie est disponible.

### **Article 4 - Siège social**

Le siège social de la société est fixé à MARTIGUES (13500), 16 quai du Général LECLERC.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence, après consultation des associés.

### **Article 5 - Durée**

La société est constituée pour une durée de 99 ans qui commence à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les décisions de dissolution anticipée de la société sont prises par décision collective des associés, prises un an au moins avant la date d'expiration de la société.

## **TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

### **Article 6 - Apports**

Les soussignés ont fait les apports suivants à la société :

CB

CD

- Mme Marguerite IOZZIA, une somme en numéraire de trois mille euros, ci-inscrite en chiffre : 3000.00 euros.

- Mme Christelle BANNINO, une somme en numéraire de deux mille euros, ci-inscrite en chiffre : 2000.00 euros.

Il est précisé que cette somme est financée au moyen de deniers appartenant en propre à Mme Christelle BANNINO. Les sommes employées proviennent de la succession de M. François BANNINO, en date de 2012, et déposées depuis lors sur un compte bancaire séparé (voir annexe). Ce versement est réalisé à titre d'emploi ou de remploi de biens propres afin que ces sommes demeurent propres par l'effet de la subrogation en application des articles 1406 et 1434 du Code civil.

- Soit au total la somme de 5000.00 euros, correspondant à 500 actions de 10 euros, souscrites en totalité et intégralement libérées ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi le 29 mars 2018 par la Banque LCL LE CREDIT LYONNAIS, agence sise 3 esplanade des Belges, 13500 MARTIGUES.

Cette somme de 5000.00 euros a été déposée le 29 mars 2018 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

Total des apports formant le capital social : cinq mille euros, ci-inscrit en chiffre : 5000.00 euros.

#### **Article 7 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de cinq mille euros (5000.00 euros).

Il est divisé en 500 actions de 10 euros chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 500, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- Mme Marguerite IOZZIA, à concurrence de 300 actions, numérotées de 1 à 300, en rémunération de ses apports, ci-inscrit en lettres : trois cent actions ;

- Mme Christelle BANNINO, à concurrence de 200 actions, numérotées de 301 à 500, en rémunération de ses apports, ci-inscrit en lettres : deux cent actions ;

Total égal au nombre d'actions composant le capital social, soit cinq cent actions.

Les associés déclarent que ces actions sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

#### **Article 8 - Modifications du capital social**

Le capital peut être augmenté ou réduit par une décision collective des actionnaires statuant sur le rapport du Président ou du Directeur Général.

CB

Qui

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital social, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire nouvellement émises.

Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

### **Article 9 - Forme des actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

### **Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions**

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

## **TITRE III TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ACTIONNAIRES**

### **Article 11 - Modalités de transmission des actions**

Les actions sont librement négociables, sous réserve des dispositions des articles 12 à 14 des statuts de la Société.

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre des mouvements coté et paraphé.

### **Article 12 - Inaliénabilité des actions**

Pendant une durée de 1 an à compter de la date d'immatriculation de la Société, les associés ne pourront céder leurs actions, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou pour effet de conférer directement ou indirectement un droit quelconque sur tout ou partie du capital et/ou des droits de vote de la Société.

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Président doit lever l'interdiction de cession des actions en cas d'exclusion, dans les conditions prévues à l'article 17 des statuts, d'un actionnaire personne physique ou d'une société actionnaire dont le contrôle serait modifié ainsi qu'en cas de révocation d'un dirigeant actionnaire.

### **Article 13 – Droit de préemption**

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée à l'article 12 ci-dessus :

1. Toute cession d'actions, même entre actionnaires, est soumise au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies ci-après.

2. L'actionnaire cédant notifie au Président, ou au Directeur Général si l'opération en cause est envisagée par le Président en sa qualité d'actionnaire, et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession en indiquant :

- le nombre d'actions concernées ;

- les informations concernant le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité, s'il s'agit d'une personne physique ; dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité des dirigeants, s'il s'agit d'une personne morale ;

- le prix et les conditions de la cession envisagée.

CR

du

La date de réception de cette notification fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions dont la cession est projetée, le cédant pourra réaliser librement ladite cession, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Ce droit de préemption est exercé par notification adressée au Président, ou au Directeur Général si l'opération en cause est envisagée par le Président en sa qualité d'actionnaire, dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président, ou le Directeur Général si l'opération en cause est envisagée par le Président en sa qualité d'actionnaire, notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président, ou par le Directeur Général si l'opération en cause est envisagée par le Président en sa qualité d'actionnaire, entre les associés intéressés au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire et dans les conditions mentionnées dans la notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des statuts.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions doit intervenir dans un délai de 60 jours au prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

#### **Article 14 - Agrément**

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable donné par décision collective des associés prise à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote sachant que les actions du cédant ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au Président, ou au Directeur Général si l'opération en cause est

envisagée par le Président en sa qualité d'actionnaire. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, la dénomination, la forme, le siège social, le numéro RCS, le montant et la répartition du capital et l'identité des dirigeants s'il s'agit d'une personne morale. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux actionnaires.

3. Les associés disposent d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître leur décision au cédant. Cette notification est effectuée par le Président, ou par le Directeur Général si l'opération en cause est envisagée par le Président en sa qualité d'actionnaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai indiqué ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé au plus tard dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

6. En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de un (1) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs actionnaire ou par des tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'associé cédant, elle est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

#### **Article 15 - Nullité des cessions d'actions**

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts sont nulles. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

Il pourra toutefois être dérogé aux conditions des articles 12 à 14 des présents statuts par délibération prise à l'unanimité des actionnaires.

#### **Article 16 - Modifications dans le contrôle d'une Société associé**

1. En cas de modification du contrôle d'une société associé, celle-ci doit en informer

CB

gu<sup>1</sup> 7

le Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de 20 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et toutes informations concernant les nouvelles personnes exerçant le contrôle.

Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 17 des statuts.

2. Dans le délai de 45 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associée dont le contrôle a été modifié, dans les conditions prévues à l'article 17 des statuts. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

### **Article 17 - Exclusion d'un associé**

Tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire est exclu de plein droit.

Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société, notamment condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé. ;
- changement de contrôle d'une société associée.
- « autres motifs »

### **Modalités de la décision d'exclusion**

L'exclusion d'un associé est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité qualifiée de 70% des voix des associés disposant du droit de vote, étant précisé que l'associé, objet de la procédure d'exclusion, participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

## **Formalités de la décision d'exclusion**

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 45 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ;
- notification des mêmes informations à tous les autres associés ;
- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard 8 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés statuant sur l'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux ;
- lors de la réunion de la collectivité des associés statuant sur l'exclusion, l'associé concerné peut se faire assister ou représenter par un conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

## **Effets de la décision d'exclusion**

La décision d'exclusion, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément (et/ou de préemption) prévue(s) aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président, ou du Directeur Général si le Président est l'actionnaire concerné par l'exclusion.

L'exclusion a pour effet de suspendre les droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 60 jours à compter de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est fixé d'un commun accord entre les parties ; à défaut d'accord, il est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Il doit être payé dans un délai de ... jours à compter de la décision de fixation du prix.

C.B

Qli

## **Article 18 - Location d'actions**

Les actions peuvent être données en location à une personne physique, conformément et sous les réserves prévues à l'article L. 239-2 du Code de commerce.

Le Locataire d'actions doit être agréé dans les conditions prévues ci-dessus.

Le refus d'agrément du Locataire interdit la location effective des actions.

La location n'est opposable à la Société que si le contrat de location, établi par acte sous seing privé et soumis à la formalité de l'enregistrement fiscal ou établi par acte authentique, lui a été signifié par acte extra judiciaire ou si ledit contrat a été accepté par son représentant légal dans un acte authentique.

La fin de la location doit également être signifiée à la Société, sous l'une ou l'autre de ces formes.

La délivrance des actions louées est réalisée à la date de la mention de la location et du nom du Locataire à côté de celui du Bailleur dans le registre des titres normatifs de la Société.

Cette mention sera supprimée du registre des titres dès que la fin de la location aura été signifiée à la Société.

Les actions faisant l'objet de la location doivent être évaluées, sur la base de critères tirés des comptes sociaux, en début et fin de contrat.

Si la location est consentie par une personne morale, les actions louées doivent en outre être évaluées à la fin de chaque exercice comptable.

Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées délibérant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société.

Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux actions louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des actions, le Bailleur en étant considéré comme le nu-propriétaire.

A compter de la délivrance des actions louées au Locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

Les actions louées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt.

## **TITRE IV ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - COMMISSAIRES AUX COMPTES - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS**

### **Article 19 - Président de la Société**

La Société est représentée à l'égard des tiers, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

#### **Désignation**

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts.

Mme Marguerite IOZZIA est désignée Président de la Société.

En cours de vie sociale, le Président est désigné par décision collective des associés.

#### **Durée des fonctions**

Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à 6 mois, un président remplaçant est désigné par décision collective des associés pour la durée du mandat restant à courir.

#### **Révocation**

La révocation du Président peut être prononcée à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou de plusieurs associés réunissant au moins 40% du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

#### **Rémunération**

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des actionnaires.

CB

Jh

## **Pouvoirs**

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des domaines expressément réservés par les dispositions légales et les présents statuts à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la publication des statuts ne pouvant, à elle seule, suffire à constituer cette preuve.

## **Article 20 - Directeur Général**

### **Désignation**

Le Président désigne et donne mandat à Mme Christelle BANNINO afin de l'assister en qualité de Directeur Général.

### **Durée des fonctions**

La durée des fonctions du Directeur Général est indéterminée, sans toutefois que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président par démission, empêchement ou décès, le Directeur Général conserve ses fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

### **Révocation**

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou de plusieurs associés réunissant au moins 40% du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne

CB

PM

physique.

### **Rémunération**

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général relèvent des conventions réglementées soumises à la procédure prévue à l'article 22 des statuts.

### **Pouvoirs**

Sauf limitation fixée par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la publication des statuts ne pouvant, à elle seule, suffire à constituer cette preuve.

### **Article 21 - Commissaires aux comptes**

La désignation de Commissaires aux comptes est facultative, la Société ne dépassant pas, par prévision, aucun des deux seuils légaux en imposant désignation.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants peuvent néanmoins être désignés par décision collective des actionnaires pour la durée, dans les conditions et aux fins d'accomplir les missions définies par la loi, notamment celle de contrôler les comptes de la Société.

Toutefois, la désignation d'un Commissaire aux comptes peut toujours être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

### **Article 22 - Conventions entre la Société et ses dirigeants**

En cas de décision désignant un ou plusieurs Commissaire aux comptes :

- Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre, d'une part, la Société, et d'autre part, son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associé, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le délai d'un mois à compter de sa conclusion.

- Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de cet exercice.
- Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.
- Les conventions courantes conclues à des conditions normales et qui, par leur objet ou leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties ne sont pas soumises à l'obligation de communication au président de la société.

## **TITRE V DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES**

### **Article 23 - Domaine réservé à la collectivité des actionnaires**

La collectivité des actionnaires est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- fusion, scission, dissolution, apport partiel d'actifs ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ou du Directeur Général ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou actionnaires ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un actionnaire et suspension de ses droits de vote.

CB

di

## **Article 24 - Règles de majorité**

### **Décisions prises à l'unanimité**

Les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles requérant l'unanimité en application de la loi ;

A savoir :

- l'inaliénabilité des actions
- modification des statuts sur la question de l'agrément des cessions d'actions
- la nullité des cessions d'actions
- modification des statuts sur la question de l'exclusion d'un actionnaire
- la suspension des droits de vote
- modification des statuts sur la question de l'exclusion d'un actionnaire dont le contrôle est modifié.

et par exemple :

- la prorogation de la société
- la dissolution de la société
- la transformation de la société en une société d'une autre forme

### **Décisions prises à la majorité simple**

Les décisions collectives des associés autres que celles énumérées ci-dessus sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

## **Article 25 - Modalités des décisions collectives**

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président ou du Directeur Général.

Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés.

Eventuellement :

Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électroniques répondant aux exigences de l'article R 225-97 du Code de commerce.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

CB

qu'

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement, par mandataire ou à distance dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les présents statuts. Pour participer aux décisions collectives, l'associé doit être en mesure de justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

### **Article 26 - Assemblées**

Les actionnaires se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu.

Cependant, tout associé disposant de 40 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

En application des dispositions de l'article L 2323-67 du Code du travail, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 8 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les actionnaires y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un actionnaire désigné par l'assemblée.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel il se rattache.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 27 ci-après.

### **Article 27 - Procès-verbaux des décisions collectives**

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial. Les procès-verbaux doivent être signés par le Président et les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms,

CS

eli

prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial visé ci-dessus.

### **Article 28 - Information préalable des associés**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 8 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires de direction.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du "Président" et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

## **TITRE VI EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS**

### **Article 29 - Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et jusqu'au 31 décembre 2018.

**Le début de l'activité est fixé au 02 Mai 2018.**

### **Article 30 - Etablissement et approbation des comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

CB

Qi

Le Président établit les comptes annuels et les soumet, dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice, à l'approbation de la collectivité des associés.

### **Article 31 - Affectation et répartition du résultat**

1. Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé:

- 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

2. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

3. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

4. La décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des actionnaires ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

### **ARTICLE 32 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

CB

Di

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

### **ARTICLE 33 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

CB

QJ

## **TITRE VII TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

### **ARTICLE 34 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, si un Commissaire aux Comptes a été désigné, ou à défaut sur rapport du Président, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

## **TITRE VIII DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

### **Article 35 - Dissolution - Liquidation de la Société**

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des actionnaires.

La décision collective des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les actionnaires.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société

CB

Qi

entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## **TITRE IX CONTESTATIONS**

### **Article 36 - Contestations**

Toutes les contestations concernant les affaires sociales qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun, à savoir par référence au domicile du défendeur.

## **TITRE X CONSTITUTION DE LA SOCIETE**

### **Article 37 - Nomination des dirigeants**

#### **Nomination d'un Président**

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts pour une durée indéterminée est :

Mme Marguerite IOZZIA, née le 2 mars 1965, à MARSEILLE (13010), de nationalité française, demeurant à ENSUES LA REDONNE (13820), 138 Chemin Val de Ricard.

#### **Nomination d'un Directeur Général**

Est nommée Directeur Général pour une durée indéterminée, égale à celle du Président.

- Mme Christelle BANNINO, née le 30 juillet 1986, à MARTIGIES (13500), de nationalité française, demeurant à PORT DE BOUC (13110), résidence les Horizons de la Mer, Bât. E

Lesquelles déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

### **Article 38- Formalités de publicité - Immatriculation**

Les formalités de publicité étant accomplies, un avis sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les

CR

gh

formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

**Article 41- Actes accomplis pour le compte de la Société en formation**

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux actionnaires avant la signature des statuts.

Cet état est annexé aux présents statuts.

La société reprendra, purement et simplement, les engagements accomplis par Madame Marguerite IOZZIA et Madame Christelle BANNINO pour le compte de la société en cours de formation.

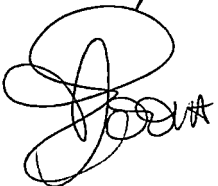
L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera de plein droit reprise par elle desdits engagements. En outre, le Président de la Société devra reporter ces actes avec les indications dans le registre des décisions sociales.

Fait à Martigues,  
l'an deux mille dix-huit  
et le 11 avril (11.04.2018)


En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

Signature de tous les actionnaires précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Mme Marguerite IOZZIA

*Lu et approuvé*  


Mme Christelle BANNINO

*Lu et approuvé*  


**ANNEXE 1 - ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION**

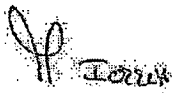
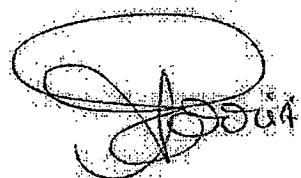
**ANNEXE 2 - CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE DES FONDS**

**ANNEXE 3 – LETTRE DE RENONCIATION**

**ANNEXE 4-**

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SAS 2CM'Immo**  
**EN COURS DE FORMATION**  
**(Arrêté au 09.04.2018)**

- Demande de validation des aptitudes auprès de la CCI pour Mmes IOZZIA et BANNINO (Aptitudes validées le 09.04.2018 par la CCI),
- Vérification de la disponibilité du nom de la société confiée à Maître PREZIOSO,
- Constitution et rédaction des statuts pour le compte de la SAS 2CM'Immo auprès de Maître PREZIOSO,
- Rédaction du bail Professionnel confiée à Maître PREZIOSO,
- Délégation donnée à Maître PREZIOSO pour réaliser toutes les opérations nécessaires à l'enregistrement de la société (dépôt de statuts, immatriculation et publications légales),
- Elaboration d'un budget prévisionnel par un expert-comptable,
- Signature du bail professionnel,
- Signature d'un contrat avec ORANGE (ouverture ligne téléphonique et ADSL),
- Validation d'un devis ASSURANCE MULTIRISQUE PROFESSIONNELLE (AXA),
- Validation d'un devis PROTECTION JURIDIQUE (AXA),
- Validation d'un devis RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE ET GARANTIE FINANCIERE,
- Validation d'un devis CAPITAL DECES (Pour Mmes IOZZIA et BANNINO),
- Ouverture du compte provisoire pour la SAS 2CM'Immo auprès du LCL MARTIGUES (capital déposé à hauteur de 5 000.00 Euros),
- Acceptation de la lettre de mission de l'expert-comptable (en date du 08/04/2018 avec prise d'effet au 02/05/2018),
- Signature d'un contrat pour fourniture d'un logiciel de gestion locative (ICS),
- Commande de supports publicitaires,
- Demande d'autorisation de pose d'enseigne pour le local.

Je soussigné M<sup>r</sup> Aupetit Didier,

Déclare avoir pris connaissance du projet de constitution de la  
Société SAS 2 CH'ITHO, société par actions simplifiée, à laquelle mon  
conjoint M<sup>me</sup> Aupetit Christelle souhaite s'associer en apportant 4000 Euro.

Je précise que cette somme provient en propre du père de mon  
conjoint, pour l'avoir acquise par succession de son père, en 2012.

Je neifie néanmoins, par la présente, mon intention de renoncer à la part  
de devenir personnellement associé de cette société.

En tout état de cause, et conformément aux dispositions du Code Civil  
je déclare donner mon consentement à l'apport effectué par mon conjoint.

Veuilles agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments dévoués.

